Objekttyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **42 (2005)**

Heft 1646

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine Public
domainepublic.ch

Affaires extérieures ou confusion intérieure?

Les déclarations des membres du gouvernement se suivent et se contredisent sans dessiner une position commune, à quelques semaines du vote sur Schengen.

Appelé à se prononcer le 5 juin sur un objet de politique extérieure de première importance, le citoyen suisse risque de perdre sa sérénité s'il tente de prendre en compte les divers messages émanant de la Berne fédérale. A moins d'un mois de la votation sur Schengen-Dublin, petit inventaire non exhaustif de quelques faits et gestes.

- Le 8 mai à Rafz, accompagné d'un huissier symbolisant l'Etat, Christoph Blocher fait l'éloge des frontières et d'une neutralité armée forte, dans les termes que l'on sait.
- Quatre jours plus tard, Samuel Schmid, même parti, même gouvernement, président de la Confédération, annonce qu'il veut réduire le noyau dur de l'armée à 18 500 hommes. Ce qui implique de facto une profonde transformation de la milice classique et, à terme, une coopération militaire accrue avec nos voisins.
- Le même Samuel Schmid, dans son versant eurosceptique par contre, affirme le 11 mai dans *Le Temps* qu'un «oui à Schengen permettra d'éviter de rediscuter de l'adhésion».
- Position inverse de Micheline Calmy-Rey, qui a déclaré, lors de son bilan après 100 jours au gouvernement, que «les négociations bilatérales nous rapprochent de l'Europe, et donc de l'adhésion».
- Lors de l'émission *Infrarouge* de la TSR, ce même 11 mai, offensive des élus du parti de Samuel Schmid qui, en parfaite contradiction avec l'analyse de leur conseiller fédéral, invoquent la déclaration de Micheline Calmy-Rey pour justifier leur refus de Schengen.
- Quant à Joseph Deiss, s'exprimant le 26 janvier dans la presse alémanique, il voit le débat européen reprendre bientôt: «Nous présenterons un rapport sur les conséquences possibles d'une adhésion à l'UE en 2006» affirme-t-il à la *HandelsZeitung*.
- Opposition de Samuel Schmid qui, dans son intervention du 11 mai, infirme cette annonce, estimant que ce rapport ne sera pas présenté avant longtemps.

continue en page 2

Sommaire

Les actionnaires réclament davantage de transparence.
page 2

Les propositions suisses de libéralisation des services à l'OMC.
page 3

Le livre de Sommaruga et Strahm commenté par *DP*. Premier volet consacré à l'immigration.
pages 4 et 5

Le service public exporte ses compétences. L'armée se modernise petit à petit.
page 6

Le Feuilleton d'Anne Rivier, seizième épisode.
page 8

Schengen

Le vote du 5 juin doit faire apparaître que l'UDC ne dispose pas de capacité de blocage. Il faut donc mettre la barre d'une majorité de «oui» à 60%.
C'est la marge de sécurité d'un pays qui se veut gouvernable.

Edito page 3

JAA 1450 Sainte-Croix
Annoncer les rectifications d'adresses

20 mai 2005
Domaine Public nº 1646
Depuis quarante-deux ans,
un regard différent sur l'actualité